

Gouvernance et politiques d'aménagement du territoire pour mettre en œuvre le Réseau Trans-Européen de Nature (TEN-N)

Revue, synthèse et recommandations

La **Stratégie Biodiversité de l'UE pour 2030** vise à mettre la biodiversité européenne sur la voie de la reprise d'ici 2030. Un élément clé de cette stratégie est le développement d'un **Réseau Trans-Européen de Nature (TEN-N)**, grâce à la désignation d'aires protégées supplémentaires et de corridors écologiques pour les habitats et espèces prioritaires de l'Europe.

Ce document résume notre analyse, synthèse et recommandations concernant les mécanismes de gouvernance appropriés, les politiques d'aménagement du territoire et les instruments financiers nécessaires pour créer un TEN-N résilient. Ce document est particulièrement pertinent pour les gouvernements nationaux et régionaux et les autorités responsables de la conservation de la nature, de l'agriculture et de la sylviculture, pour les professionnels de l'aménagement du territoire et pour la Commission européenne.

Notre analyse a été élaborée en consultation avec un **large panel de parties prenantes**, telles que des gouvernements d'États membres de l'UE, des gestionnaires d'aires protégées, des professionnels de l'aménagement du territoire, des ONG et des citoyens. Elle comprend des **études de cas** réalisées dans six régions, en Finlande, en France, au Portugal, en Espagne, en Allemagne et dans la zone Danube-Carpates. L'évaluation fait appel à une **analyse d'économie politique**¹, basée notamment sur des entretiens, des ateliers et une revue approfondie de la littérature, afin d'identifier les freins communs à la gouvernance et les modèles efficaces pour établir une connectivité écologique. Les résultats permettent d'identifier des pistes et interventions potentielles qui intègrent des **infrastructures vertes et bleues** en faveur de la **biodiversité** et du **développement durable**.

Principaux résultats de l'analyse

De nombreux pays européens sont confrontés à des défis de gouvernance communs pour mettre en œuvre et protéger efficacement la connectivité écologique des aires protégées, malgré l'existence de cadres de référence européens et (sous) nationaux. Notre analyse a identifié quatre causes principales : (1) **des réglementations faibles et une mise en œuvre limitée** ; (2) **une mauvaise gestion des conflits** ; (3) **une occupation des sols, aménagement du territoire et un développement d'infrastructures non durables** ; et (4) **des lacunes dans le financement, les capacités techniques et les connaissances**.

Les politiques n'ont souvent pas l'impact nécessaire sur la planification spatiale au niveau approprié pour la mise en œuvre, échouant ainsi à protéger les corridors écologiques des développements qui les dégradent ou les détruisent. Cela est aggravé par le **manque de règles formelles pour la planification stratégique dans certains secteurs économiques**. Dans plusieurs pays, les **lacunes législatives** compromettent la mise en œuvre correcte au niveau local ou aboutissent à une approche purement volontaire et ad hoc. Dans ces cas, la connectivité écologique n'est pas formellement prise en compte dans le processus décisionnel. La mise en œuvre souffre également **du manque d'incitations politiques** et d'un faible intérêt pour **l'application** de la législation.

¹ L'analyse de l'économie politique est « un ensemble de concepts, de questions et d'outils qui peuvent aider à mieux comprendre l'interaction des processus politiques, économiques, sociaux et culturels et la manière dont ils génèrent des résultats particuliers ».

Concernant la connectivité, il existe souvent **un décalage entre l'échelle de mise en œuvre (l'autorité responsable) et l'échelle d'action nécessaire**. Ce problème est amplifié par un manque de personnel et d'expertise écologique, en particulier dans les niveaux administratifs inférieurs.

Des financements publics sont disponibles pour soutenir la connectivité écologique, mais ils sont souvent basés sur des projets et **manquent donc de perspective et de garanties à long terme**. Ils sont également généralement insuffisants pour répondre aux besoins de financement clés, laissant **de nombreux réseaux d'aires protégées sous-financés**. De plus, les flux de financement publics ne sont pas toujours utilisés de la manière la plus ciblée pour bénéficier à la connectivité (par exemple, la Politique Agricole Commune). **Des instruments de financement privés** sont développés, mais ils restent de petite échelle et fragmentés.

Recommandations

Pour traiter l'ensemble des problèmes soulevés ci-dessus, l'analyse présente quatre **pistes complémentaires de changement**², **comprenant un ensemble de conditions avec des interventions correspondantes** pour les gouvernements et autres autorités chargées de la mise en œuvre aux niveaux européen, national, régional et local dans les différents secteurs d'utilisation des terres. Ces interventions sont illustrées par plusieurs exemples de bonnes pratiques.

Voie 1 - Cadre réglementaire : Si un cadre réglementaire approprié existe, est bien mis en œuvre et soutenu par des incitations solides, alors les différents groupes de parties prenantes sont favorables, car ils reconnaissent les valeurs, les bénéfices et l'importance de la connectivité écologique pour les humains et la faune sauvage. Interventions recommandées :

- ✓ **Examiner les politiques et la législation existantes** : s'assurer que des obligations légales contraignantes sont en place dans la planification spatiale, avec un processus décisionnel participatif.
- ✓ **Améliorer la mise en œuvre** : garantir un mandat (politique) adéquat, des ressources humaines, un financement et une mise en œuvre suffisants.
- ✓ **Intégrer la connectivité dans les politiques sectorielles** : garantir la cohérence des politiques (y compris infrastructure, agriculture et sylviculture) et les synergies avec d'autres plans d'aménagement du territoire.
- ✓ **Aborder les conflits d'utilisation des terres** : utiliser des approches volontaires, y compris des outils innovants comme la servitude environnementale.

Voie 2 - Développement économique durable : Si le développement économique est couplé avec des orientations claires pour les mesures d'atténuation, la prise en compte des services écosystémiques et la prévention des conflits d'utilisation des terres par la collaboration entre secteurs, alors il s'oriente vers un modèle économique durable qui valorise et profite des infrastructures vertes, car le pouvoir de chaque secteur est équilibré lorsqu'ils doivent tous travailler pour des bénéfices mutuels. Interventions recommandées :

- ✓ **Impliquer les agriculteurs et les forestiers, et aborder les conflits avec les propriétaires fonciers** : établir des engagements et une confiance à long terme avec des incitations adéquates et en temps utile.
- ✓ **Intégrer la connectivité dans la planification et les évaluations** : effectuer une planification stratégique pour les projets d'infrastructure, adopter une approche programmatique pour les infrastructures existantes et reconnaître les multiples bénéfices de la connectivité à l'échelle du paysage.

Voie 3 - Connaissances et renforcement des capacités : Si la base de connaissances appropriées ainsi que les capacités techniques et humaines sont développées et communiquées, alors la planification, la conception et la mise en œuvre d'une TEN-N bien connectée et résiliente s'améliorent, car cela facilite l'accès de tous les secteurs concernés aux solutions les plus bénéfiques, avec des coûts optimisés. Interventions recommandées :

² Une piste de changement est « une explication de la manière dont un résultat souhaitable peut être obtenu grâce aux actions d'autres acteurs (éventuellement multiples) ».

- ✓ **Optimiser le rôle des réseaux professionnels et des institutions** : créer une communauté de pratique.
- ✓ **Sensibiliser et proposer des formations** : inclure des lignes directrices appropriées et des normes fondées sur la science.
- ✓ **Promouvoir et assurer un financement et des outils adéquats** : maximiser l'utilisation appropriée des financements existants et explorer de nouveaux instruments.
- ✓ **Développer des compétences économiques et commerciales parmi les professionnels** : débloquer des options innovantes pour les investissements.

Voie 4 - Mobilisation et gestion des conflits : Si la société civile est responsabilisée et que les causes des conflits sont clarifiées en réunissant les acteurs, *alors* l'engagement peut être renforcé, les conflits peuvent être gérés et la confiance et la coopération des parties prenantes peuvent être améliorées, *car* les initiatives et les améliorations « bottom-up » catalysent un changement positif. Interventions recommandées :

- ✓ **Mobiliser la société civile** : créer un environnement politique inclusif et ouvert au changement, soutenir les acteurs locaux.
- ✓ **Augmenter la participation des parties prenantes** : établir des réseaux nationaux et transfrontaliers intersectoriels.
- ✓ **Appliquer la gestion des conflits et l'apprentissage collaboratif** : développer une vision partagée, travailler en tant qu'égaux, suivre les résultats et s'adapter.

Les pistes décrites sont complémentaires et comprennent divers points d'action à différents niveaux. La gouvernance, la politique et le financement sont des composants essentiels pouvant aussi bien permettre ou entraver la mise en œuvre réussie d'un système connecté d'Aires Protégées et Conservées à travers l'Europe.

L'analyse a été réalisée dans le cadre du [projet NaturaConnect](#), qui vise à soutenir la désignation et la mise en œuvre efficaces du TEN-N par les États membres de l'UE en fournissant des données scientifiques et politiques, des lignes directrices et des outils de prise de décision. Pour en savoir plus sur les cadres juridiques existants en Europe et les systèmes de gouvernance dans différents pays, consultez [le rapport complet](#).



**Funded by
the European Union**

NaturaConnect receives funding under the European Union's Horizon Europe research and innovation programme under grant agreement number 101060429.



www.naturaconnect.eu



[@naturaconnect](https://www.linkedin.com/company/naturaconnect)



naturaconnect@iiasa.ac.at



[@naturaconnect](https://www.twitter.com/naturaconnect)